

PROGRAMMES POLITIQUES

Par Giles Daoust

La lecture des programmes des partis politiques, mis à disposition sur leurs sites web, nous permettent d'en déterminer les lignes de force.

Lignes de force? Quelles lignes de force? Je vais prendre un parallèle en entreprise: imaginons que le CEO d'une entreprise demande aux membres de son comité de direction de proposer un plan d'action sur 5 ans. Imaginez que pour ce plan, la DRH propose d'augmenter chaque collaborateur de 100 euros par mois ; le directeur financier, de faire une économie sur les attache-trombones ; le directeur marketing, de faire une jolie petite campagne Facebook ; la directrice IT, de remplacer le câblage réseau du siège social. Si le produit de la réflexion à long terme de ce comité de direction est aussi peu stratégique, c'est désespérant !

Le monde évolue tellement vite que cinq ans, c'est désormais une éternité.

Un plan à long terme, ce n'est pas une succession de mesurette. Un plan à long terme doit être ambitieux, innovateur, transformatif. Le monde évolue tellement vite que cinq ans, c'est désormais une éternité. Or, dans les programmes politiques, on découvre un monde de virgules, de mesurette visant à corriger ceci, à améliorer cela, "shifter" ceci sur cela. Où sont les grandes mesures? Les projets ambitieux? La transformation de notre société pour l'adapter aux défis technologiques, environnementaux, sociaux, internationaux? On ne les voit pas. Et ce n'est pas qu'en Belgique, c'est pareil dans le monde entier.

Un plan à long terme, ce n'est pas une succession de mesurette.

Par ailleurs, l'outil apparemment unique pour exercer ces politiques semble être la taxation, sous toutes ses formes: augmentation, diminution ou, plus à la mode: "shift". C'est un peu comme si dans une entreprise on se rendait compte que le plan d'action coûte X millions d'euros, et qu'on disait que la seule et unique manière de le financer, c'est d'augmenter les prix. Ou de les baisser. Ou de rendre notre tarification tellement complexe et confuse qu'en fait, le client ne sait plus du tout s'il paie plus, moins ou pareil. Or, c'est un peu ce qui se passe dans notre paysage taxatoire.

Un plan à cinq ans, ça ne peut pas être ça. Par pitié.

Comment préparer l'avenir sans réformer de manière drastique notre enseignement en le rendant fondamentalement numérique? Comment peut-on imaginer que les entreprises se digitalisent et embrassent la technologie, mais que les administrations restent des monstres gigantesques recourant peu au numérique? Comment peut-on imaginer que les problèmes environnementaux et de mobilité soient traités avec une approche "taxe", alors que des solutions technologiques existent ou pourraient être développées? Enfin, comment peut-on imaginer qu'un pays dont les finances devraient être assainies, n'envisage aucune mesure majeure de réduction des dépenses publiques?

Les partis traditionnels semblent s'étonner du manque d'adhésion de la Génération Y et Z à leurs programmes ou propositions. Mais il serait totalement invraisemblable que ces "digital natives" adhèrent à des programmes électoraux aussi peu innovants!

Il serait invraisemblable que les "digital natives" adhèrent à des programmes électoraux aussi peu innovants.

C'est donc la porte ouverte aux discours populistes de tous bords, misant sur la naïveté du public, jeune ou moins jeune. Par pitié, mesdames et messieurs les politiques, expliquez-nous votre vision à cinq ans. Et détournez-vous de ce monde de virgules dans lequel vous semblez vous embourber.